

Bien-être social. Comme le discours du trône a annoncé que le Parlement serait appelé, au cours de cette session, à examiner un Livre blanc sur la sécurité du revenu, le ministre peut-il nous dire s'il s'agit de ce même Livre blanc qui aurait dû être déposé à la Chambre pendant la dernière session et peut-il nous indiquer pour quelle date ce dépôt est prévu à présent?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Il contient beaucoup d'observations que l'on aurait trouvées dans un document publié plus tôt, et je m'attends à ce qu'il soit déposé à la Chambre prochainement.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Puis-je demander lequel viendra en premier lieu. Serait-ce le Livre blanc sur les pensions, mesure également mentionnée dans le discours du trône?

L'hon. M. Munro: Je dois dire au député que cela reste à décider puisqu'il s'agit du programme ministériel; une fois l'affaire décidée, la Chambre en sera avisée.

* * *

LOI SUR LA FAILLITE

ON DEMANDE SI LA LOI SERA MODIFIÉE

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations.

Étant donné que, depuis plus de trois ans et au cours de chaque session, on promet d'effectuer une réforme profonde de la loi sur la faillite, l'honorable ministre pourrait-il renouveler cette promesse pour la présente session?

[Traduction]

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Je sais que le député porte un grand intérêt à cette question, c'est pourquoi je voudrais lui signaler un discours que j'ai prononcé cet été dans lequel j'annonçais que je publierais dans quelques semaines un rapport à ce sujet.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA PROTECTION DES PASSAGERS ET DE LA PROPRIÉTÉ DES LIGNES AÉRIENNES ET FERROVIAIRES CONTRE TOUTE ATTAQUE DU FLQ

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Vu la rumeur que le FLQ se prépare maintenant à attaquer les lignes d'aviation et de chemins de fer dans tout le Canada, le premier ministre ou l'un de ses collègues peuvent-ils donner l'assurance que des mesures de protection suffisantes sont appliquées pour les lignes d'aviation et leurs passagers ainsi que pour les trains dans l'ensemble du pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La question du député illustre bien le dilemme devant lequel

se trouve le gouvernement et qui existe tout aussi bien apparemment dans son propre parti. Son ancien leader, il y a quelques minutes, nous suppliait de ne prendre aucune mesure susceptible de porter atteinte aux libertés civiles, mais les mesures que suggère maintenant le député risquent fort d'avoir cet effet.

L'hon. M. Lambert: C'est la politique du tout ou rien.

M. Nesbitt: Le premier ministre ou ses collègues ont-ils pensé au moyen bien simple qui consiste à fouiller les passagers et leurs bagages avant leur embarquement, ainsi qu'on le fait actuellement en Europe sans inconvénients?

Le très hon. M. Trudeau: On me dit que cette méthode est appliquée à l'heure actuelle.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE REFUS DU CHÂTEAU LAURIER QUANT AU SALAIRE MINIMUM—LA SITUATION DANS LES AUTRES ORGANISMES FÉDÉRAUX

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): J'aimerais demander au ministre du Travail si on en est venu à une entente avec les hôtels du Canadien National au sujet de l'application des lois sur les salaires minimums adoptées par le Parlement et le ministre peut-il nous assurer qu'aucune autre institution fédérale ne refuse de tenir compte de cette législation?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Aucun accord n'est encore conclu. Hier, il a été donné ordre de poursuivre le CN au sujet du Château Laurier.

M. McGrath: Le ministre pourrait-il répondre à la seconde partie de ma question, c'est-à-dire assurer la Chambre qu'aucune autre agence sous mandat fédéral ni aucune autre société de la Couronne ne brave ainsi les lois sur le salaire minimum adoptées par le Parlement?

L'hon. M. Mackasey: Je demanderai qu'on aille aux renseignements dès cet après-midi et alors je serai sûr de ma réponse. Cependant, je puis assurer les députés qu'au moins aux termes de la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail, les sociétés de la Couronne sont tenues de se conformer aux lois et règlements, comme toute autre entreprise de compétence fédérale.

* * *

LES GRAINS

L'ÉTUDE DE LA SITUATION MONDIALE DES GRAINS FOURRAGERS ENTREPRISE PAR LA COMMISSION DU BLÉ ET LE CONGRÈS DE L'AGRICULTURE

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): J'ai une question à poser au ministre chargé de la Commission du blé. La Commission du blé étudie-t-elle la situation mondiale des grains de provende, plus particulièrement à